

Commission UIP des Affaires
des Nations Unies
Point 6

UNC/2012/6-R.1
11 octobre 2012

REUNION-DEBAT

RIO + 20 EN PERSPECTIVE : QUEL ESPOIR POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE ?

(Jeudi 25 octobre, 9 h.00 – 11 h.00)

L'échec de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, tenue en juin à Rio de Janeiro, a suscité une immense déception étant donné les grands défis économiques, sociaux et environnementaux auxquels le monde doit faire face. Les participants à la Conférence ont réaffirmé des principes établis de longue date et des engagements généraux, mais ont très peu fait pour définir de nouveaux objectifs ambitieux et formuler de nouvelles orientations.

Aucune recommandation concrète n'a été faite à l'issue de Rio+20 concernant les questions majeures telles que le financement du développement durable et les transferts de technologie aux pays en développement. Les prescriptions concernant certains problèmes urgents comme le chômage et le creusement des inégalités, ainsi que les agressions toujours intolérables sur l'environnement, sont formulées de manière vague et éludent certaines questions fondamentales. La manière dont la Conférence a traité l'idée d'*économie verte*, attendue avec un grand intérêt, laissait également beaucoup à désirer.

En fin de compte, les réalisations de la Conférence sont peu nombreuses : préparer le terrain pour les nouveaux objectifs de développement durable - les objectifs actuels arrivant à échéance en 2015 - en adoptant un cadre (volontaire) de 10 ans pour rendre les modèles de consommation et de production plus durables, et créer un forum politique de haut niveau à l'ONU pour remplacer la Commission des Nations Unies pour le développement durable, qui s'est révélée inefficace.

Les négociateurs de la nouvelle Déclaration de Rio ont également fait très peu de propositions concrètes sur le rôle que pourraient jouer les parlements pour favoriser la cohérence des politiques de développement durable ou exercer un contrôle sur l'action des gouvernements. Ils ont toutefois encouragé toutes les parties prenantes, terme qui englobe généralement les parlements, la société civile et le secteur privé, à s'engager davantage pour donner un prolongement à la Conférence aux niveaux national et international.

Quelle que soit la manière dont chacun interprète les résultats de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, il est clair qu'il n'y a pas de place pour la complaisance. Si les gouvernements sont dans l'impasse, il incombe d'autant plus aux parlements de proposer des solutions et de collaborer avec les citoyens pour faire naître la volonté politique qui s'impose.

Dans ce contexte, la réunion-débat traitera les grandes questions suivantes :

- Comment expliquer les résultats décevants de la Conférence de Rio ?
- Comment les parlements peuvent-ils faire progresser les quelques réalisations concrètes de la Conférence ?
- Que peuvent faire les parlements, de leur côté, pour promouvoir le développement durable au niveau national ?
- Dans quelle mesure l'UIP doit-elle s'investir pour promouvoir cet agenda ?